



Montreuil, le 8 octobre 2020

Monsieur Adrien TAQUET
Secrétaire d'État en charge de la protection de
l'enfance auprès du ministre des Solidarités et de la Santé

N/réf : NP/DD/CLN
207_20201008

Objet : Lettre ouverte

Monsieur le Secrétaire d'État,

Notre organisation syndicale s'est adressée à vous à plusieurs reprises au sujet des assistantes et des assistants familiaux.

Elles et ils sont majoritairement employés par la Fonction publique territoriale pour assurer l'accueil à temps plein des enfants confiés aux départements dans le cadre des mesures de placement qui relèvent de la protection de l'enfance.

Le 14 avril dernier, la Fédération CGT des Services publics vous a notamment fait part de ses plus vives inquiétudes pendant la période de confinement concernant la situation de ces collègues surchargés de travail, et particulièrement isolés pendant cette crise sanitaire.

Le 4 juin, un nouveau courrier vous a été adressé pour exprimer notre indignation du fait de ne pas avoir été associé aux rencontres que vous menez autour de l'avenir et du statut de ce corps professionnel.

Alors qu'une réflexion globale sur les missions, sur les moyens et sur une réelle reconnaissance de leur métier est fondamentale, il est incompréhensible, voire inacceptable de vouloir œuvrer dans le cadre du dialogue social, sans y associer les organisations syndicales représentatives.

La mise à l'écart de la CGT de cette consultation ministérielle vient également questionner la volonté du gouvernement de prendre en considération les conditions réelles de travail des assistants familiaux ainsi que leurs légitimes revendications au regard de l'extrême précarité statutaire et financière de leur métier.

Il est urgent que le gouvernement agisse sur le cadre statutaire, les conditions de travail et le niveau de rémunération des agents de ce secteur.

Dans ce contexte, la Fédération CGT des Services publics vous demande fermement un rendez-vous afin que vous entendiez les revendications des assistants familiaux quant à l'évolution de leur statut.

Nous vous adressons, Monsieur le Secrétaire d'État, nos sincères salutations.

Pour la Fédération CGT des Services publics
Natacha POMMET,

Secrétaire générale